



Etampes 2020

Rapport d'Orientations Budgétaires





2020 - 2026

Au service d'Etampes et des Etampois





Introduction

Le cycle budgétaire des collectivités locales prévoit qu'ait lieu un débat en conseil municipal sur les orientations budgétaires de l'année à venir retracées au sein d'un rapport.

L'ordonnance 2020-330 du 25 mars 2020 supprime, en raison de la situation spécifique de l'année 2020, l'application des délais fixés par l'article du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette ordonnance prévoit également que le ROB et le BP peuvent être présentés lors d'une séance unique, au plus tard le 31 juillet.

C'est le cas de notre ville, le second tour des élections municipales ayant eu lieu le 28 juin et la nouvelle équipe élue n'ayant, en dépit de l'implication des services, eu que dix jours pour se saisir de ces éléments fondamentaux de notre vie communale.

Le ROB, en apportant des informations précises sur l'évolution de la situation financière de la commune, constitue en document de transparence qui dessine l'horizon budgétaire pour l'année en cours et se veut également un outil de prospective pour l'avenir.



Introduction

Même si la nouvelle équipe municipale a fait diligence, nombre d'engagements financiers, certains à quelques jours du renouvellement de la mandature, ont été pris, sont subis et doivent faire l'objet d'une étude approfondie. A leur sujet, la nouvelle équipe municipale se réserve un droit d'examen.

En effet, ils entraînent des déséquilibres budgétaires, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Promesses de vente dont les produits sont inscrits en recettes, alors même que les produits les ventes ne sont pas réalisées...

La Construction de l'Espace Rosa Parks (Maison de Quartier de la Croix de Vernailles), annoncé à un coût d'opération de 1,9 M€ en 2019 coûtera 2,3 M€ aux Etampois. Ce marché dont plusieurs éléments conduisent à douter du coût réel final.



Introduction

La reconstruction du Club House de Rugby annoncé pour 278 K€ au sein du ROB 2019 coûtera à la ville d'Etampes plus de 650 K€ au détriment d'autres projets pourtant si nécessaire au maintien et au développement du service public.

Vote du plan local d'urbanisme une semaine avant le premier tour.

Permis de construire délivrés pendant le confinement, le dernier permis de construire signé trois jours avant le second tour, en dépit du refus de signer de l'adjoint à l'urbanisme...

Biens cédés aux promoteurs dont les conditions doivent être vérifiées...

Augmentation importante des dépenses budgétaires dans de nombreux secteurs.

Tous ces éléments devront faire l'objet de vérifications et d'analyses au niveau des coûts.



Introduction

C'est pourquoi la nouvelle équipe municipale n'entend pas reprendre à son compte un tel bilan urbanistique et budgétaire.

En effet, en 7 mois, ces décisions ont compromis l'équilibre budgétaire tant en investissement qu'en fonctionnement.

La crise sanitaire ne saurait justifier tout et n'importe quoi. Sans marges de manoeuvres réelles en fonctionnement, 7/12 de l'année étant déjà écoulée, la nouvelle équipe doit supporter l'héritage d'une politique en décalage avec la situation financière de la collectivité.

Elle se voit cependant contrainte de présenter la réalité des orientations budgétaires 2020.

L'analyse du compte administratif 2019 permet d'identifier que les résultats budgétaires constatés sont le fruit d'opérations ponctuelles (versement de l'excédent structurel du SIARE pour 3 millions d'euros notamment) masquant la réalité d'une situation financière inquiétante, car ressources non pérennes.



Introduction

Aucune mesure forte qui aurait permis une maîtrise durable des dépenses de fonctionnement n'a été prise depuis 2018.

Et les prévisions de dépenses ont été insuffisamment anticipées : par exemple, l'acquisition du carrefour des religieuses, financée par l'emprunt, n'a pas été accompagnée des informations suffisantes sur les travaux à réaliser.

De plus, les ventes du patrimoine Étampois décidées précédemment pour les sites des services techniques (rue Reverseleux et rue de l'Égalité), les locaux rue Damoise et Avenue Geoffroy St Hilaire ont assuré l'équilibre précaire d'un budget grevé de dépenses de fonctionnement insuffisamment maîtrisées à l'aide de ressources non pérennes.



Introduction

En conclusion, le projet de BP 2020 découvert à l'arrivée de la nouvelle équipe ne saurait être équilibré sans le maintien de plus de 3,4 millions d'euros relatifs à la finalisation des cessions évoquées précédemment.

La prudence imposerait de ne pas inscrire ces recettes validées par des promesses de vente dans le BP, mais lors d'une décision budgétaire modificative, une fois les locaux libérés et la cession dûment constatée.

C'est pourquoi les orientations budgétaires que nous présentons aujourd'hui sont en grande partie contraintes, et les prises de décision qui ont eu lieu devront être examinées jusqu'à leur exécution : c'est cela la rigueur et la transparence dues aux Etampois. Ce n'est que sur une base solide que nous pourrons construire le renouveau d'Etampes.



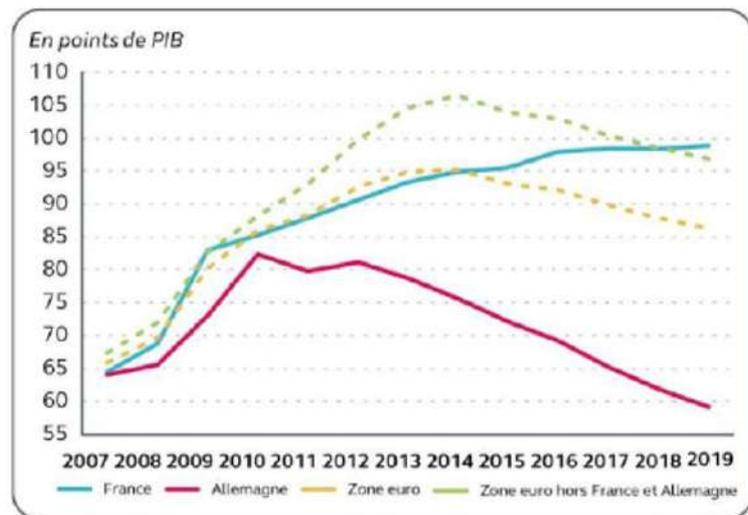
Une situation des finances publiques imposant fin 2019, la poursuite des contraintes budgétaires

Dans son rapport annuel sur la situation et les perspectives des finances publiques, la Cour des Comptes dresse un tableau sans appel de la situation de la France.

Résultante des décisions gouvernementales en fin d'année 2018, et après deux années de stabilisation, la dette publique repartait dans une légère tendance haussière fin 2019.

En comparaison avec la situation de l'Allemagne, la dette publique française continue de décrocher.

Dette publique



Source : Cour des comptes, à partir des données de la Commission européenne (prévisions de l'automne 2019)



Une situation des finances publiques imposant fin 2019, la poursuite des contraintes budgétaires.

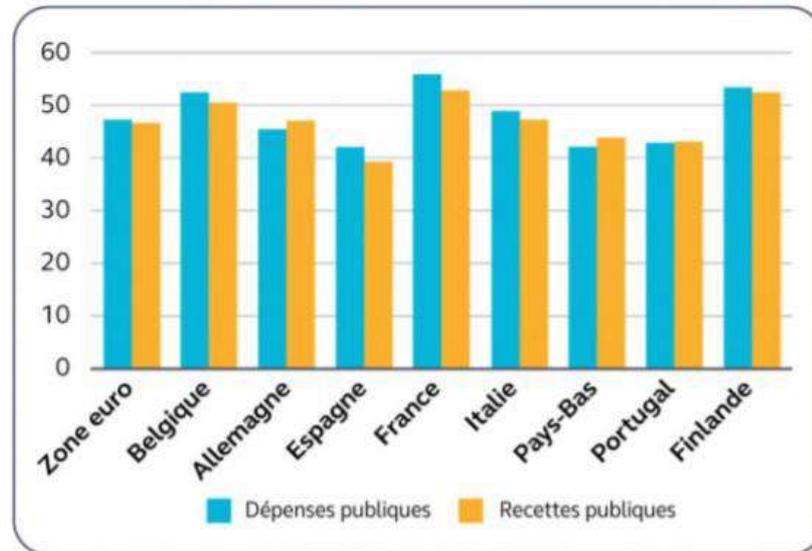
Par rapport aux autres pays de la zone euro, la France présente en 2019 le plus important niveau de dépenses publiques rapporté au PIB et des recettes publiques insuffisantes pour assurer l'équilibre. La dégradation constatée en 2019 étant essentiellement liée à des mesures ponctuelles et temporaires.

Tableau n° 4 : décomposition du déficit public (en % du PIB)

En % du PIB	2017	2018	2019	LPFP pour 2019
Solde public	- 2,9	- 2,3	- 3,0	- 2,9
Composante conjoncturelle	- 0,3	0,0	0,2	- 0,1
Mesures ponctuelles et temporaires	- 0,2	- 0,1	- 1,0	- 0,9
Composante structurelle	- 2,4	- 2,2	- 2,2	- 1,9

Source : troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (PLFR 3) ; avertissement : les additions ne fournissent pas toujours le montant exact de l'agrégat correspondant, du fait d'arrondis

Graphique n° 11 : dépenses publiques et recettes publiques dans les pays de la zone euro en 2019 (en points de PIB)



Source : Cour des comptes à partir de données Eurostat. De façon à présenter des données comparables, les dépenses incluent les crédits d'impôts.



Une situation des finances publiques imposant fin 2019, la poursuite des contraintes budgétaires

Profitant du maintien d'une croissance économique (+1,5%), la France maintient sa dette publique à 98,1 points de PIB, comme l'année précédente.

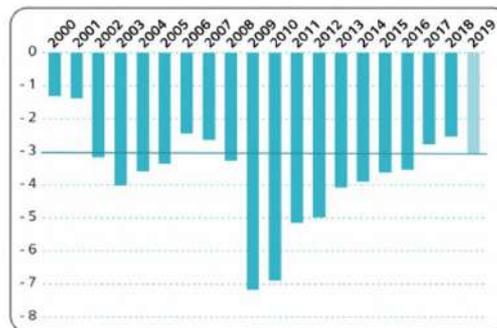
Mais cet indicateur ne masque pas la réalité d'un déficit public qui repart à la hausse pour atteindre la limite de 3 points de PIB fixé par l'Europe et une dette publique qui continue à augmenter inexorablement pour venir compenser le déficit structurel.

Tableau n° 1 : le déficit et l'endettement publics

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<i>Solde public (Md€)</i>	- 86,5	- 83,9	- 79,7	- 80,7	- 67,4	- 53,5	- 72,7
<i>Solde public (points de PIB)</i>	- 4,1	- 3,9	- 3,6	- 3,6	- 2,9	- 2,3	- 3,0
<i>Dette publique (Md€)</i>	1 978	2 040	2 101	2 188	2 259	2 315	2 380
<i>Dette publique (points de PIB)</i>	93,4	94,9	95,6	98,0	98,3	98,1	98,1
<i>P.m. : croissance du PIB (volume, en %)</i>	0,6	1,0	1,1	1,1	2,3	1,8	1,5

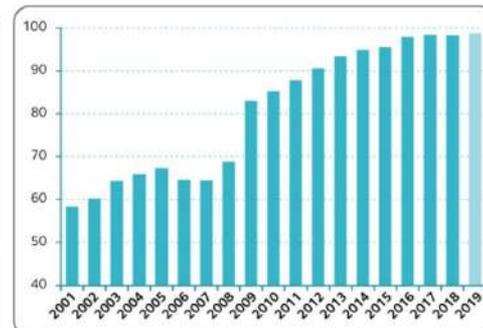
Source : Insee

Solde des administrations publiques (en points de PIB)



Source : Insee, comptes nationaux, jusqu'en 2018 ; rapport économique, social et financier joint au PLF 2020 pour l'année 2019

Dette des administrations publiques (en point de PIB)



Source : Insee, comptes nationaux, jusqu'en 2018 ; rapport économique, social et financier joint au PLF 2020 pour l'année 2019



Une situation des finances publiques imposant fin 2019, la poursuite des contraintes budgétaires.

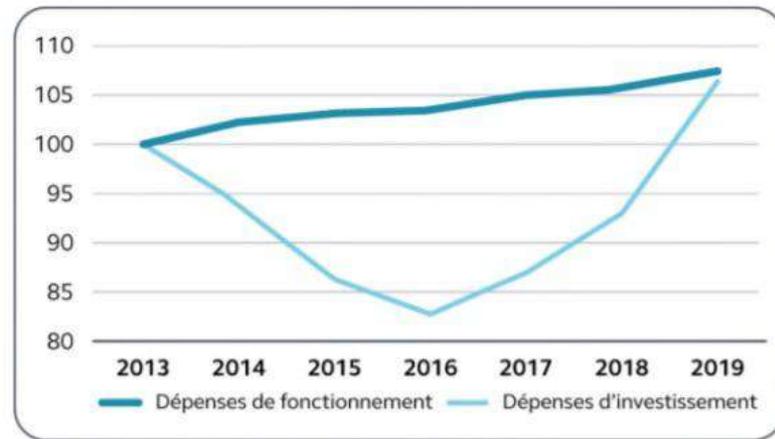
Exception faite des administrations de sécurité sociale, l'ensemble des administrations publiques voit son besoin de financement s'accroître en 2019. Même les Collectivités locales plus vertueuses les années précédentes voient leur situation se dégrader en raison d'un retour attendu des dépenses d'investissement à un niveau supérieur à celui constaté en 2013.

Tableau n° 5 : capacité (+) ou besoin (-) de financement par sous-secteurs (en Md€ et en points de PIB)

	APUC		ASSO		APUL		APU	
	Md€	Points de PIB	Md€	Points de PIB	Md€	Points de PIB	Md€	Points de PIB
2016	- 81,6	- 3,7	- 2,2	- 0,1	3,0	0,1	- 80,7	- 3,6
2017	- 74,0	- 3,2	4,9	0,2	1,6	0,1	- 67,4	- 2,9
2018	- 67,9	- 2,9	11,7	0,5	2,7	0,1	- 53,5	- 2,3
2019	- 85,9	- 3,5	14,1	0,6	- 0,9	0,0	- 72,7	- 3,0

APUC : administrations publiques centrales. ASSO : administrations de sécurité sociale. APUL : administrations publiques locales. APU : administrations publiques.
Source : Insee

Graphique n° 5 : évolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement (en valeur, base 100 en 2013)



Source : calculs Cour des comptes à partir de données Insee. L'année 2013 est choisie comme base car 2014 est une année d'élections municipales, ce qui permet d'illustrer le rôle du cycle communal sur l'investissement.



Une situation des finances publiques imposant fin 2019, la poursuite des contraintes budgétaires.

Pour Etampes, les ressources et notamment la DGF poursuivent la décrue vertigineuse constatée depuis plus de 10 ans qui représente une perte cumulée de 28.4M€.

Cette situation impose de réellement engager une politique d'optimisation du fonctionnement des services et d'identifier toutes les pistes d'économies sans nuire à la qualité du service rendu à la population.

C'est notre engagement.

	PERTES ANNUELLES CUMULÉES
2010	-371 318,74 €
2011	-777 300,15 €
2012	-2 882 492,66 €
2013	-5 064 790,43 €
2014	-7 269 653,49 €
2015	-10 077 288,16 €
2016	-13 617 032,03 €
2017	-17 307 532,35 €
2018	-21 017 063,98 €
2019	-24 743 360,50 €
2020	-28 443 649,32 €

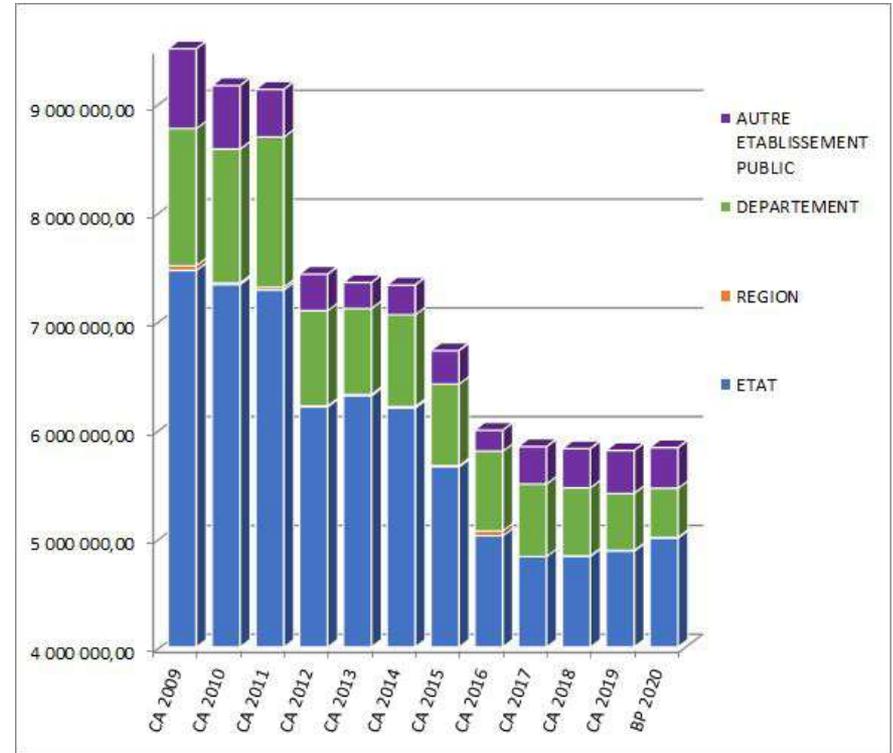


Une situation des finances publiques imposant fin 2019, la poursuite des contraintes budgétaires.

Limitée dans ses ressources, le tableau ci-joint illustre la baisse annuelle des dotations et subventions perçues.

La stabilisation des dotations depuis 2017 a une contrepartie, les collectivités locales se voient encadrées dans l'augmentation de leurs dépenses et de l'encours de la dette.

Par contractualisation, si l'évolution dépasse le plafond de 1,2 % par an, les collectivités dont le budget est supérieur à 60 millions d'euros verront leurs dotations réduites.



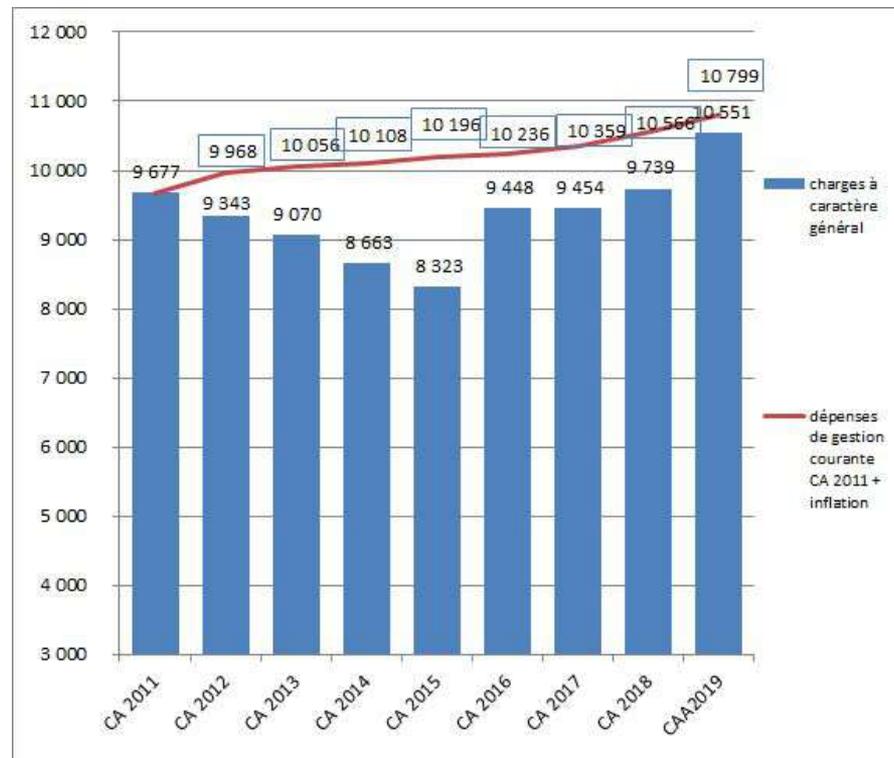


Analyse Rétrospective Compte Administratif Anticipé 2019

Etampes n'est pas concernée par cette contractualisation, mais doit réellement s'inscrire dans cette démarche.

Ainsi, sans retraitement de l'inflation, les dépenses réelles de fonctionnement n'ont augmenté en moyenne que de 1,13 % depuis 2011.

En 8 années, c'est 7,7 M€ d'économies cumulées par rapport à l'inflation mais le graphique ci-contre démontre que les résultats obtenus précédemment ont été mis à mal.

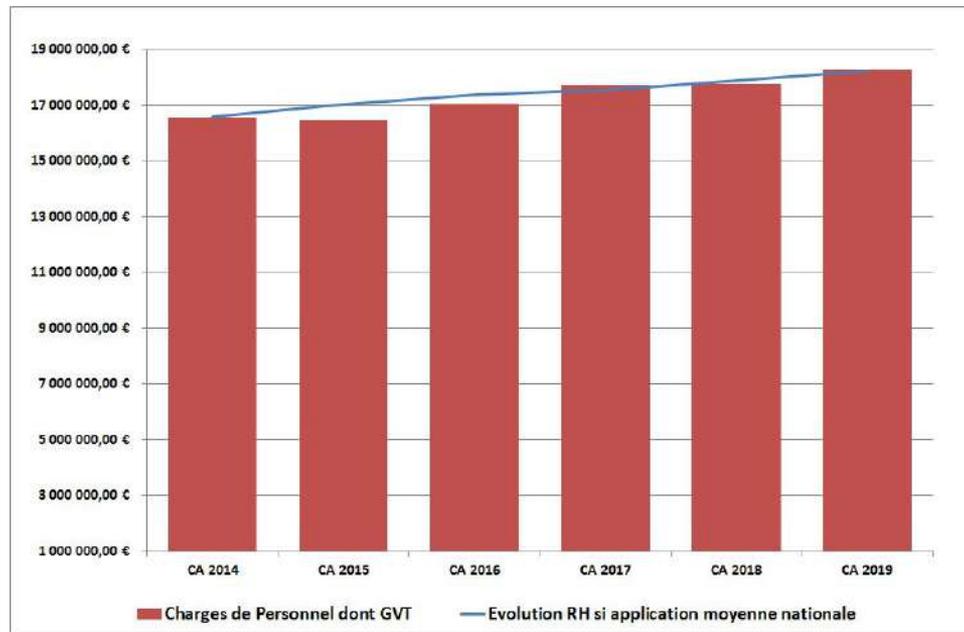




Analyse Rétrospective Compte Administratif Anticipé 2019

L'évolution des charges de personnel rejoint celle constatée par l'application de la moyenne nationale.

Les différentes actions menées lors de la précédente mandature viennent expliquer une situation dont l'évolution doit plus efficacement être maîtrisée.



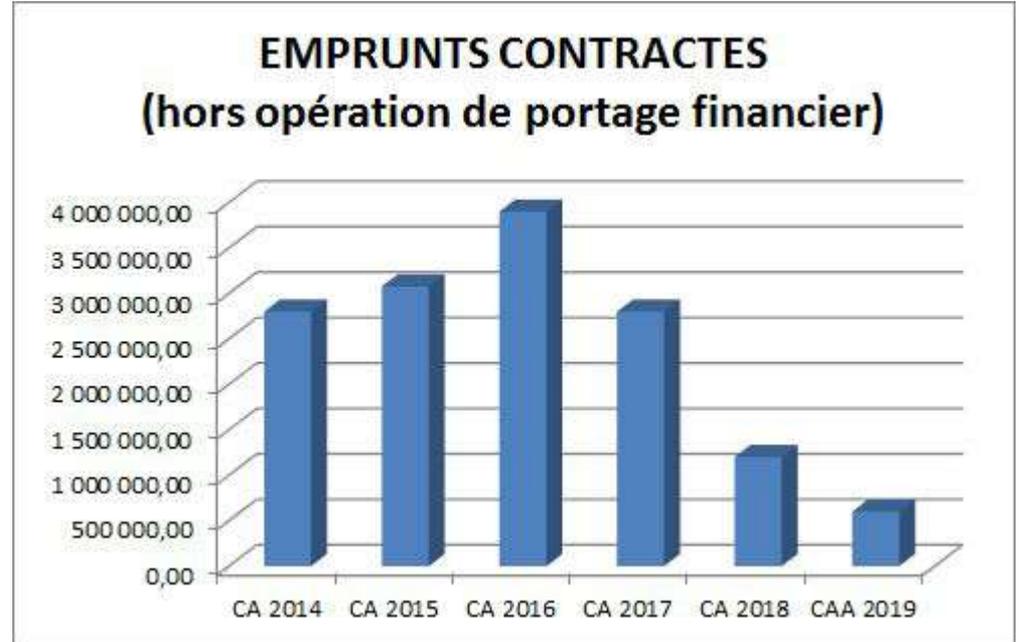


Analyse Rétrospective Compte Administratif Anticipé 2019

Les emprunts nouveaux contractés en 2019 s'élèvent à 600 000 €.

Conforme aux prévisions budgétaires ce niveau de réalisation permet d'assurer sur l'exercice budgétaire un désendettement de près de 2.7 M€ en une année.

Comme évoqué précédemment, cette évolution apparemment favorable n'a été rendue possible que par la prise en compte de cession du patrimoine Étampois sans anticipation des coûts induits par la construction de nouveaux locaux.





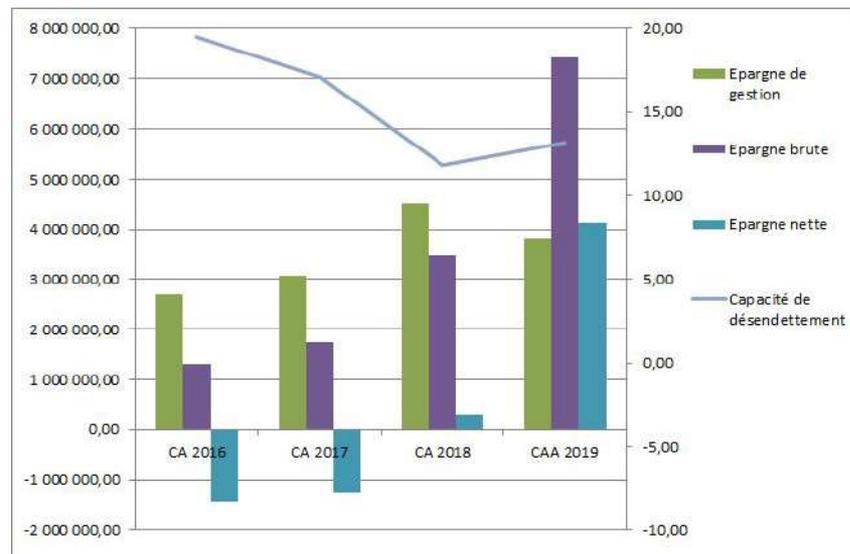
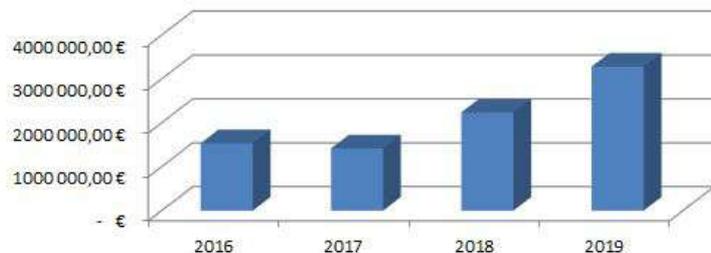
Analyse Rétrospective

Compte Administratif Anticipé 2019

En augmentation de 47% par rapport à celui de 2018, le résultat reporté de fonctionnement s'élève à 3,28 M€, dont 683K€ issus des budgets annexes et 3M€ issus de la reprise exceptionnelle des excédents du SIARE.

La capacité de désendettement affichée est de 13,31 années.

EVOLUTION DU RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT



Les opérations ponctuelles ont permis d'afficher une amélioration des indicateurs financiers en trompe l'oeil.

L'épargne de gestion, en légère diminution, illustre l'absence de résultats en la matière.



Pour surmonter la crise sanitaire et sociale la France va devoir rebâtir une stratégie de finances publiques.

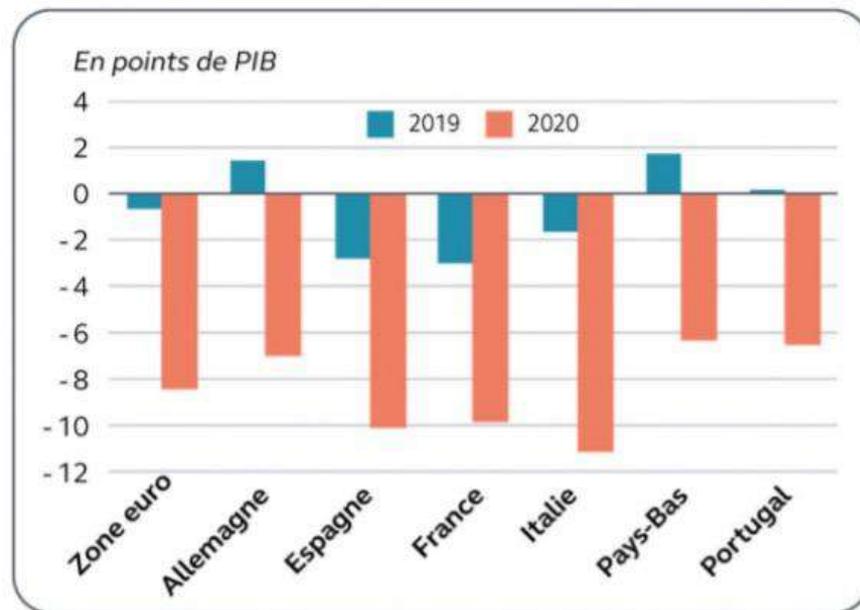
La crise sanitaire a imposé de revoir intégralement les orientations budgétaires de la France et de ses collectivités locales.

La prévision fin 2019 est totalement remise en cause.

Dans son rapport de juin 2020, la Cours des Comptes reprend les prévisions de déficit public dans les pays de la zone euro de la Commission européenne.

Le déficit public Français devrait être de 250 Md€, soit 11,4 points de PIB.

Graphique n° 14 : prévision de déficit public dans les pays de la zone euro

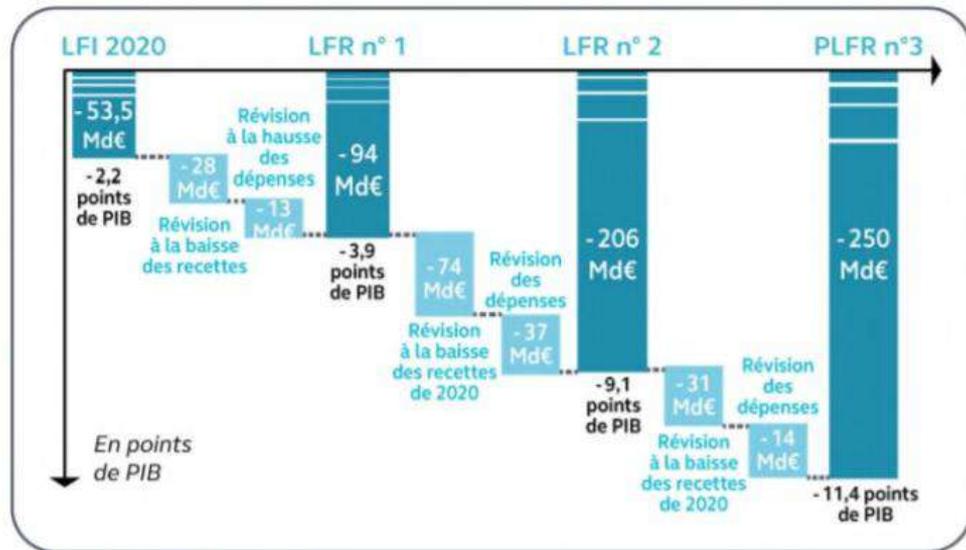


Source : prévision de la Commission européenne (mai 2020)



Pour surmonter la crise sanitaire et sociale la France va devoir rebâtir une stratégie de finances publiques.

Graphique n° 13 : passage de la prévision de déficit public de la LFI pour 2020 à celle du PLFR 3 de juin 2020



Source : Cour des comptes

Les mesures successives prises lors des différentes Lois de Finances Rectificatives ont permis de répondre à l'urgence.

Elles conduisent à l'augmentation de la dette publique de près de 270 Md€ en 2020.

La dette publique dépasserait 120 points de PIB et représenterait l'équivalent de 40 000 € par Français.

Rapporté au PIB, la dette française atteint un niveau jamais rencontré depuis les deux guerres mondiales.



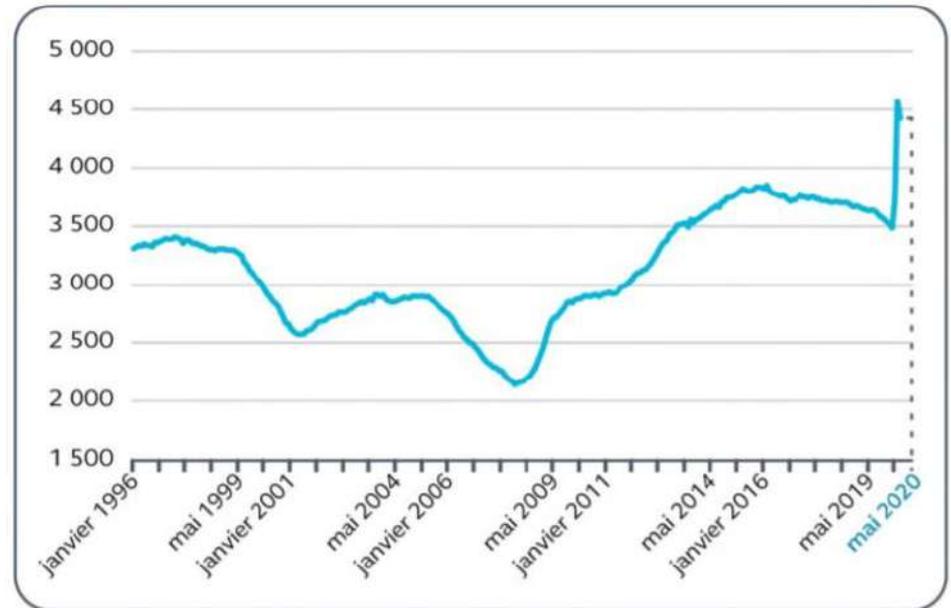
Pour surmonter la crise sanitaire et sociale la France va devoir rebâtir une stratégie de finances publiques.

La soutenabilité de cette dette constitue un enjeu central.

Les niveau de taux historiquement bas y participe et le Gouvernement français anticipe à terme un rebond total de l'économie quand la Cour des Comptes précise plus vraisemblable que cette crise "laissera des séquelles durables sur les capacités économiques, affectant ainsi de manière persistante les ressources publiques."

Pour la population active, la conséquence est immédiate avec un nombre de demandeurs d'emplois qui augmente d'un million de personnes.

Graphique n° 17 : nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégorie A⁵¹, données CVS-CJO, en milliers)



Source : Cour des comptes à partir de données de la Dares. Le dernier point représenté est celui de mai 2020. 21



Présente et active durant la crise, la Ville d'Etampes s'investit pour apporter un soutien durable

Totalement mobilisés durant le confinement, le Centre De Soins infirmiers, le Service d'Aide à Domicile et la Police Municipale ont constitué la 1ère ligne de réponse face à la crise sanitaire.

Au-delà de leur rendre hommage pour leur action quotidienne, la Ville d'Etampes a versé une prime à l'ensemble des agents ayant poursuivi sur site leurs missions au soutien de la population.



Durant la crise, les services municipaux se sont mobilisés au soutien de tous.

L'imprimante 3D du BIJ a ainsi fabriqué une centaine de visières dont les services ont été dotés,

L'imprimerie municipale a produit 144 000 supports pédagogiques, répondant aux besoins de 666 enfants dont le foyer n'est pas doté de moyen d'impression.

Ces supports étaient ensuite livrés directement à domicile.



Présente et active durant la crise, la Ville d'Etampes s'investit pour apporter un soutien durable

La reprise progressive des activités scolaires, source légitime d'inquiétude s'est déroulée sans difficultés.

La mise en place de moyens de protection, l'assistance aux équipes éducatives pour l'organisation des espaces, le professionnalisme des agents d'entretien et d'encadrement (ATSEM) sont autant de satisfaction et de fierté.



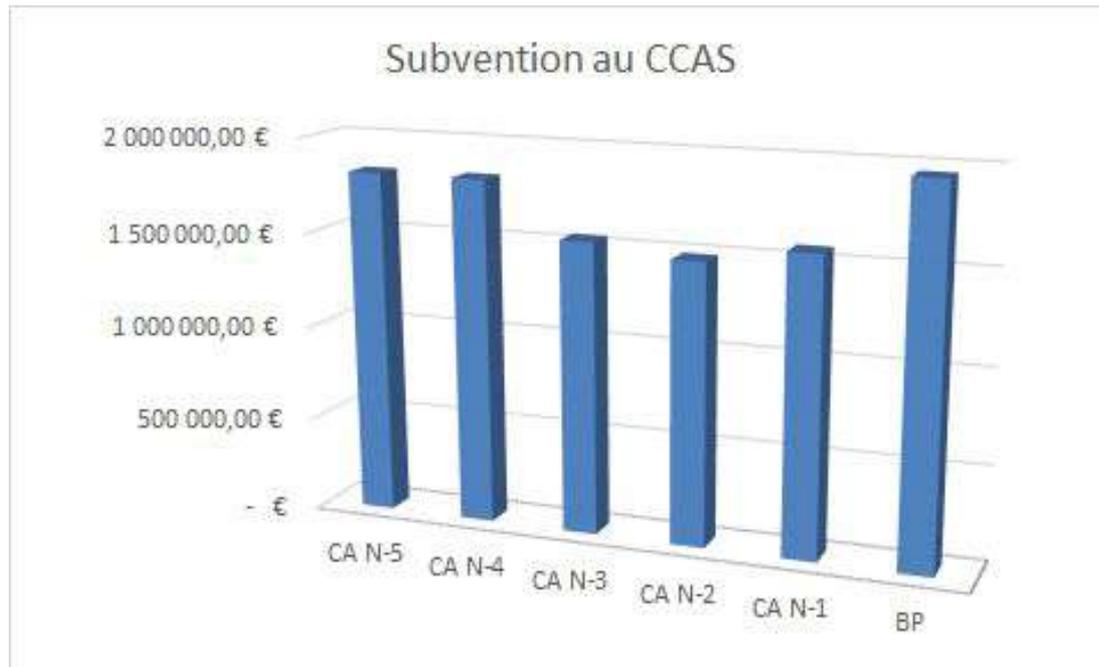


Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

Etampes accroît sa subvention au CCAS et accentue son action au soutien des étampoises les plus fragiles

Parce que l'action publique c'est avant tout défendre ceux qui en ont le plus besoin et que la crise sociale à la suite du confinement demandera une intervention significative de toutes les communes, la subvention versée au CCAS est augmentée de 394 K€ par rapport aux réalisations de 2019.





Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

La stabilité de la fiscalité et de l'ensemble des tarifs municipaux est impérative, elle est assurée en 2020.

+0%





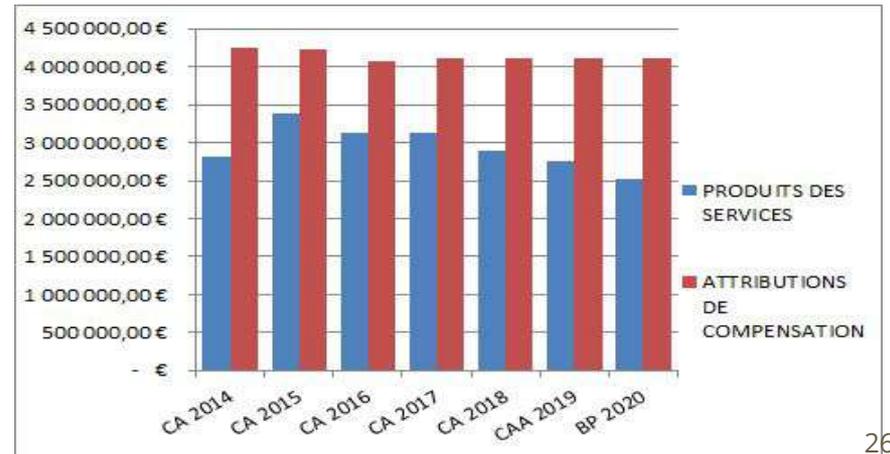
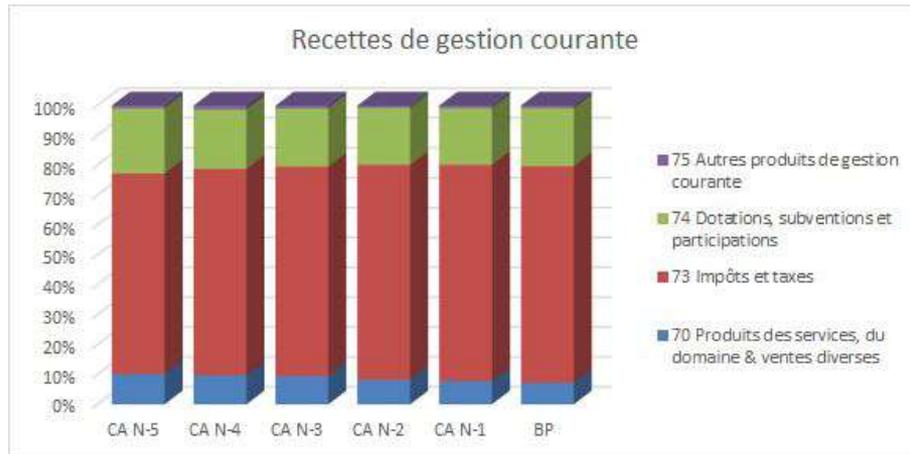
Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution des recettes de fonctionnement.

La baisse constante des produits des services s'expliquent par la diminution progressive des mises à disposition de service municipaux au profit de la CAESE.

Pour 2020, essentiellement liée à la période de confinement, une diminution des recettes prévisionnelles de la Ville est anticipée à hauteur de 374 K€ (-194 K€ chap 70 et -180 K€ chap 73)

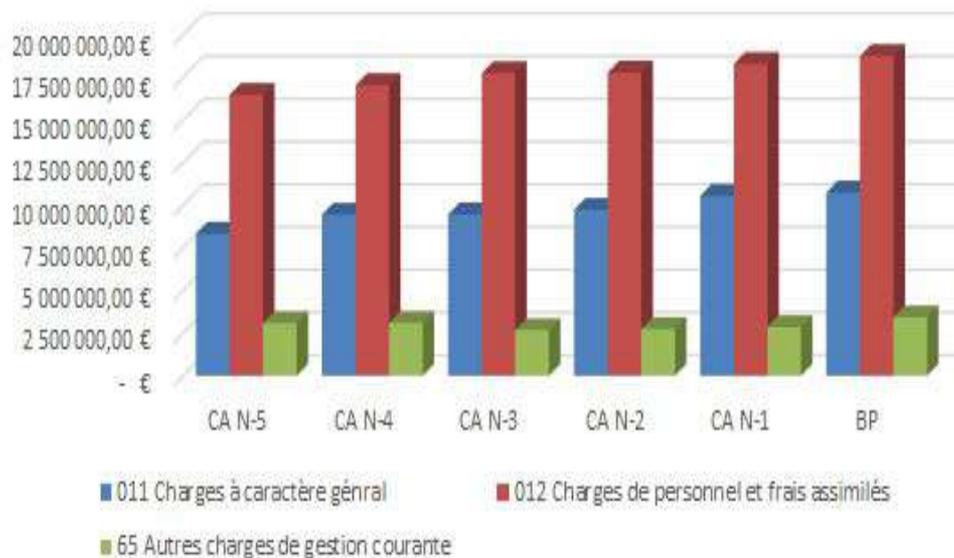




Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

Dépenses de gestion courante



Les charges à caractère général augmentent de 198 K€ soit +1,88%.

37 K€ ont été alloués aux dépenses durant le confinement.

En prévision d'une deuxième vague, 50 K€ ont été prévus pour anticiper et ne pas agir dans l'urgence.

L'augmentation des autres charges de gestion courante est liée à l'accroissement de la subvention au profit du CCAS (+394K€).



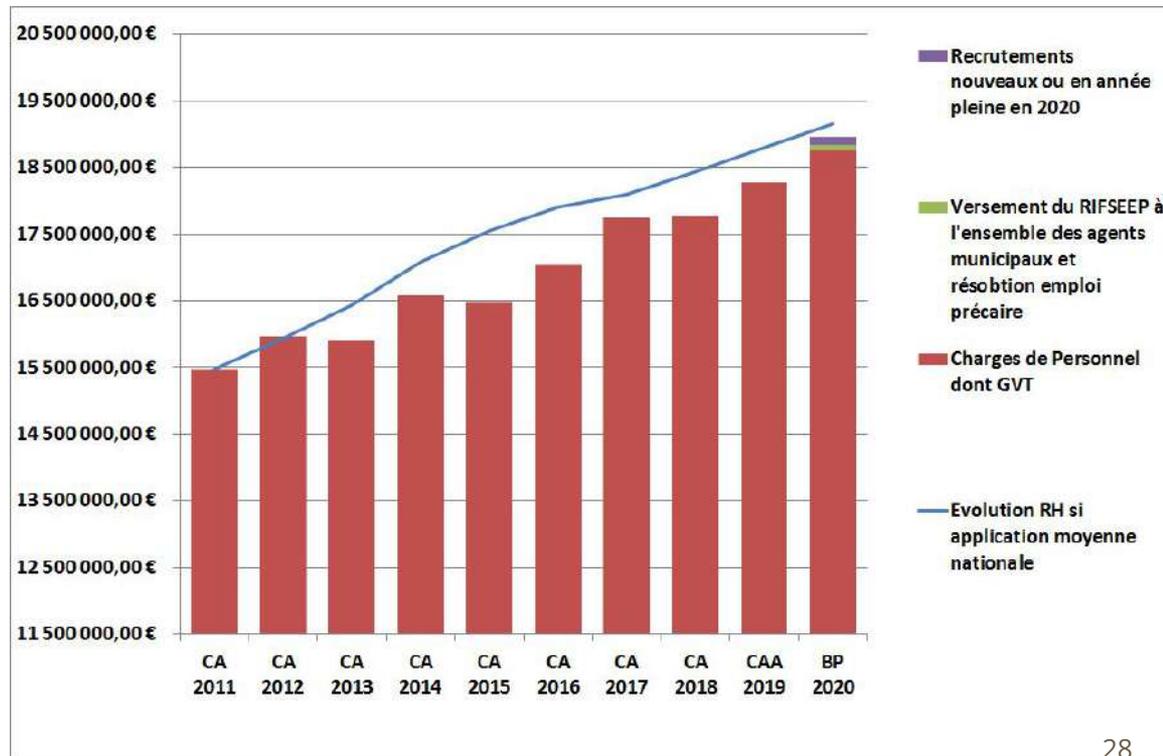
Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

Cette prévision intègre 80 K€ pour financer l'application du RIFSEEP à l'ensemble des agents pouvant en bénéficier.

Exceptionnellement, l'année 2020 intègre le versement d'une prime COVID d'un montant global de près de 50 K€.

Là encore ce graphique illustre l'impact des décisions prises en 2019 et début 2020 qui réduisent à néant les gains générés par la gestion depuis 2011 par rapport à la moyenne nationale.

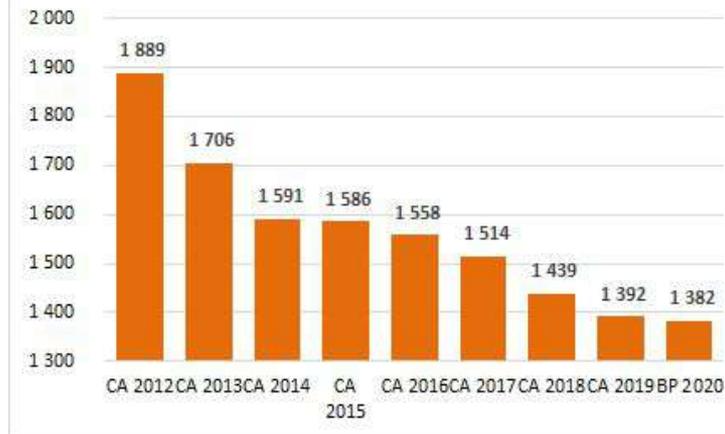




Orientations budgétaires 2020

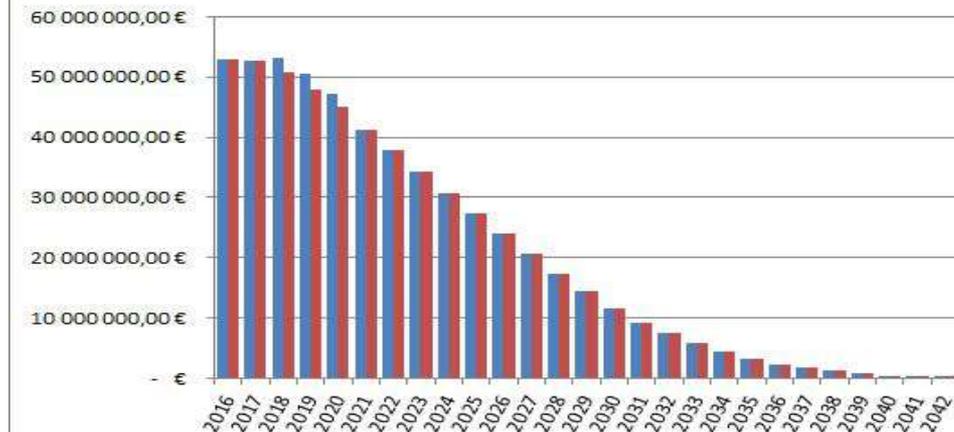
Éléments prospectifs

CHARGES FINANCIERES 2012-2020



Depuis 2011, l'évolution des charges d'intérêt représente 2 944 K€ d'économies cumulées. La stabilisation constatée depuis 2019 est la résultante du prêt court terme consenti pour l'acquisition du Carrefour des Religieuses.

Evolution de l'encours 2016-2042



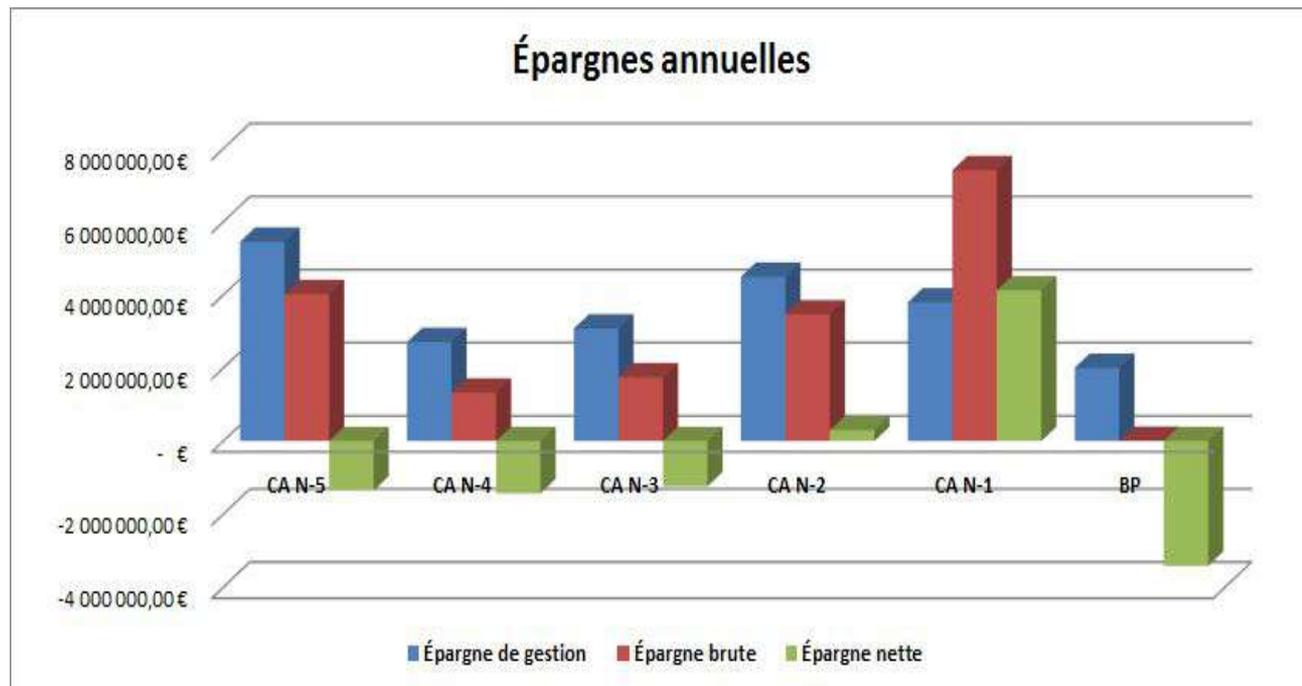
Cette présentation de l'évolution de l'encours de dette illustre la politique de désendettement poursuivie et permet d'isoler l'opération de portage financier (compris dans l'histogramme en bleu) liée à l'acquisition du Carrefour des Religieuses n'entrant pas au capital de la dette.



Orientations budgétaires 2020 Éléments prospectifs

Comme évoqué, l'évolution des épargnes est très inquiétante car les recettes non-péreennes améliorent artificiellement le CA 2019.

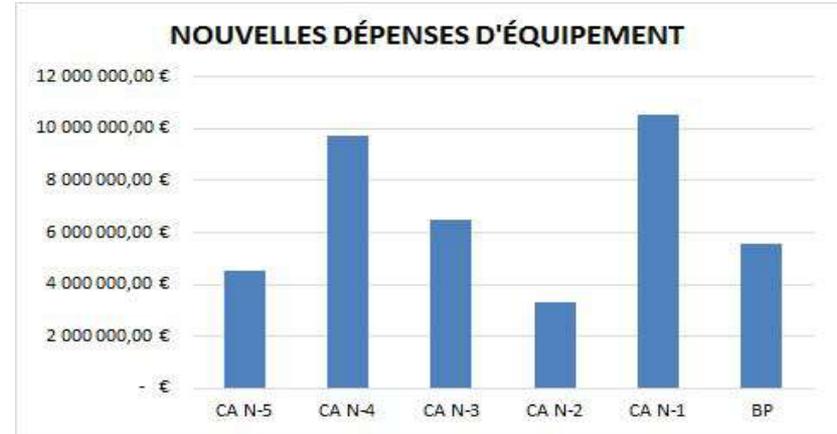
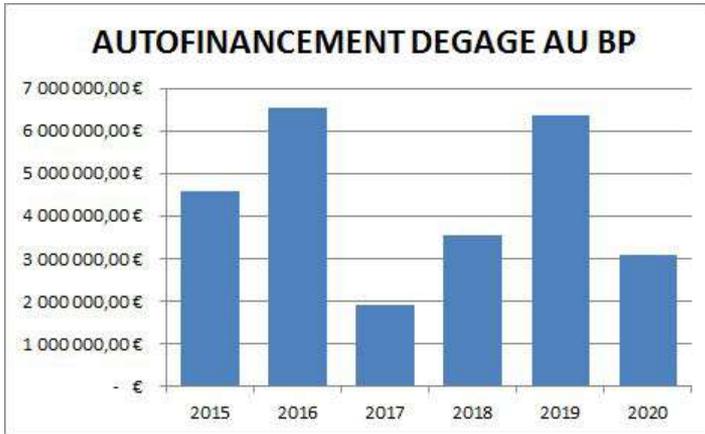
Le résultat pour 2020 est une épargne brute quasiment nulle (677€) et une épargne nette négative de -3,4 M€.





Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs



L'autofinancement dégagé au BP 2020 s'établit à 3,09 M€ et permet de financer 5,5 M€ de dépenses nouvelles d'équipement.

Après reprise des restes à réaliser de 2019 pour 2,3 M€ c'est 7,8 M€ de dépenses d'équipement globalement prises en compte au sein du BP 2020.



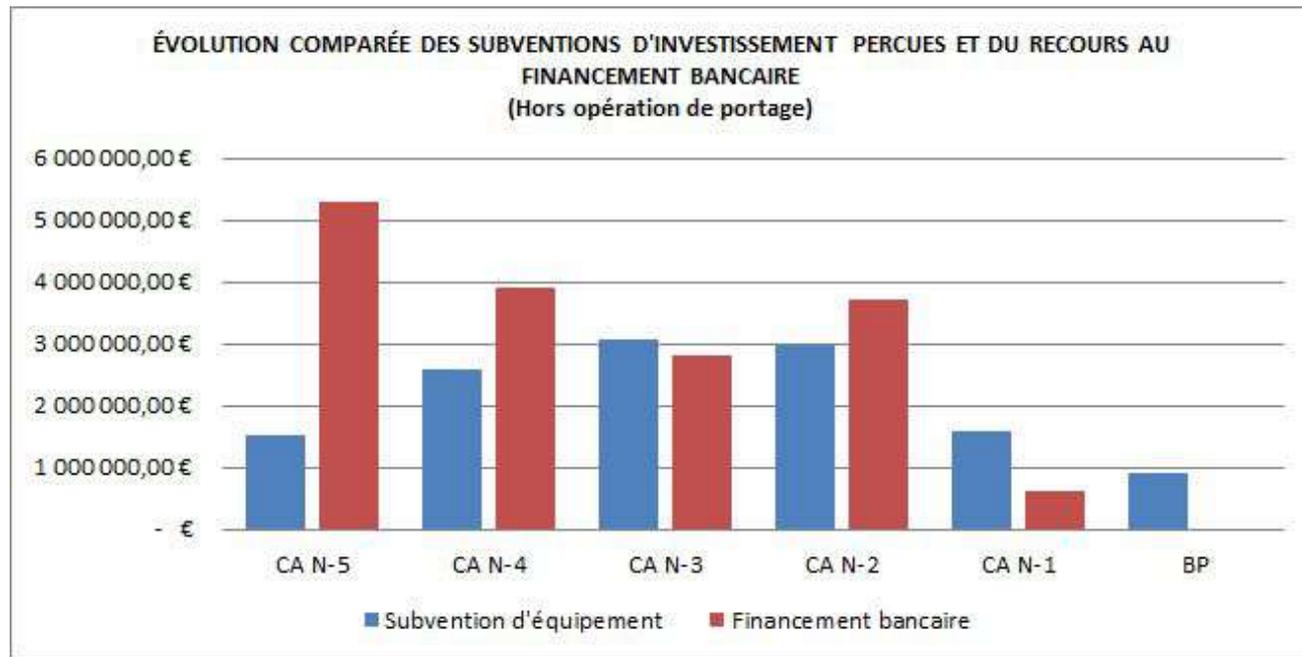
Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

Le budget prévisionnel 2020 ne prévoit aucun emprunt nouveau.

Le graphique ci-joint illustre également la décre de subventions d'équipement insuffisantes au stade des orientations budgétaires.

Des notifications étant néanmoins attendues.

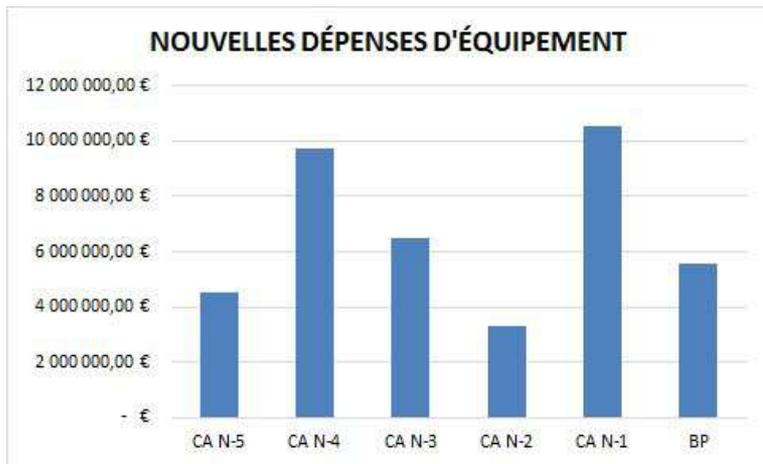




Orientations budgétaires 2020

Principaux investissements

Les principales dépenses d'équipement de 2020 sont détaillées dans le tableau ci-contre



LIBELLÉ	MONTANT
ESPACE ROSA PARKS MQ CROIX DE VERNAILLES (Phase 2)	1 616 000 €
STADE DU PONT DE PIERRE (CLUB HOUSE)	650 000 €
BLERIOT R+2 (Phase 1)	519 000 €
TÉLÉPHONIE, INFORMATIQUE, LICENCES	237 783 €
ACQUISITION DE VÉHICULES	200 000 €
CARREFOUR DES RELIGIEUSES	189 000 €
HOTEL DE VILLE (toiture phase 1)	162 890 €
ANRU GUINETTE	146 684 €
ACQUISITION DE MOBILIER ET D'ÉQUIPEMENT SCOLAIRE	57 000 €
EGLISE SAINT MARTIN (restauration N)	40 000 €



Orientations budgétaires 2020

Principaux investissements

Espace Rosa Parks:

Budget total : 1,9 M€ HT

Subventions : CAF 377 K€ / CD91 315 K€

Phase 2 inscrite au BP 2020 : 1,6 M€ TTC



Orientations budgétaires 2020

Principaux investissements

Stade du Pont de Pierre / Club House Rugby :

Budget prévisionnel 650 K€ TTC





Orientations budgétaires 2020

Principaux investissements

Réhabilitation du R+2 de l'ancien Lycée Blériot pour accueillir les associations actuellement logées au sein de Waldeck Rousseau.

Phase 1/2 : 519 K€





Orientations budgétaires 2020

Principaux investissements

Des aménagements simples pour améliorer la vie des Etampois.

Réfection de la chaussée de la Voie Romaine
grâce à un nouveau dispositif d'enrobés projetés.



Poursuite des études pour l'ANRU de
Guinette





Orientations budgétaires 2020

Principaux investissements



ETUDE de restauration de la Pergola du Parc de la Douce France
6K€

HÔTEL DE VILLE
Restauration de la toiture,
phase 1/3
162 K€



EGLISE SAINT MARTIN
restauration Nord
études
40 K€



Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

Vidéoprotection:

Le parc de caméra compte 90 caméras. En début d'année, 10 caméras ont été renouvelées sur le quartier de Guinette.

Cet été, 7 équipements de vidéoprotection seront dotés de multivisions, avec vision à 360°.





Orientations budgétaires 2019

Faciliter la vie des Etampois

Porté par la SNCF, les travaux de doublement du Parc Relais avancent.

Comptant 487 places, la date de livraison du nouveau parking et sa micro-crèche sera confirmé après analyse des conséquences du confinement sur la durée du chantier.



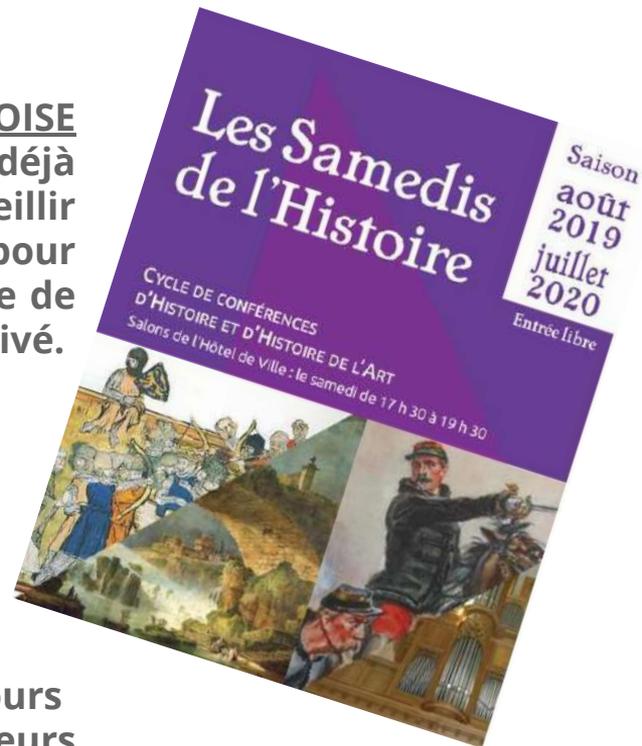


Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

L'ACTION CULTURELLE ETAMPOISE

LA SAISON CULTURELLE ETAMPOISE comptera 12 dates en 2020 (dont 5 déjà réalisées) et aura l'honneur d'accueillir notamment 'Mademoiselle Molière' pour lequel Anne BOUVIER a reçu le Molière de la Meilleure comédienne du théâtre privé.



LES SAMEDIS DE L'HISTOIRE toujours autant suivis poursuivront leurs conférences, 12 rendez-vous annoncés en 2020.



Orientations budgétaires 2020

Éléments prospectifs

De la maternelle à l'entrée dans la vie active, du temps scolaire à l'organisation des vacances apprenantes, la Mairie d'Etampes est présente et active pour accompagner les jeunes Etampois.

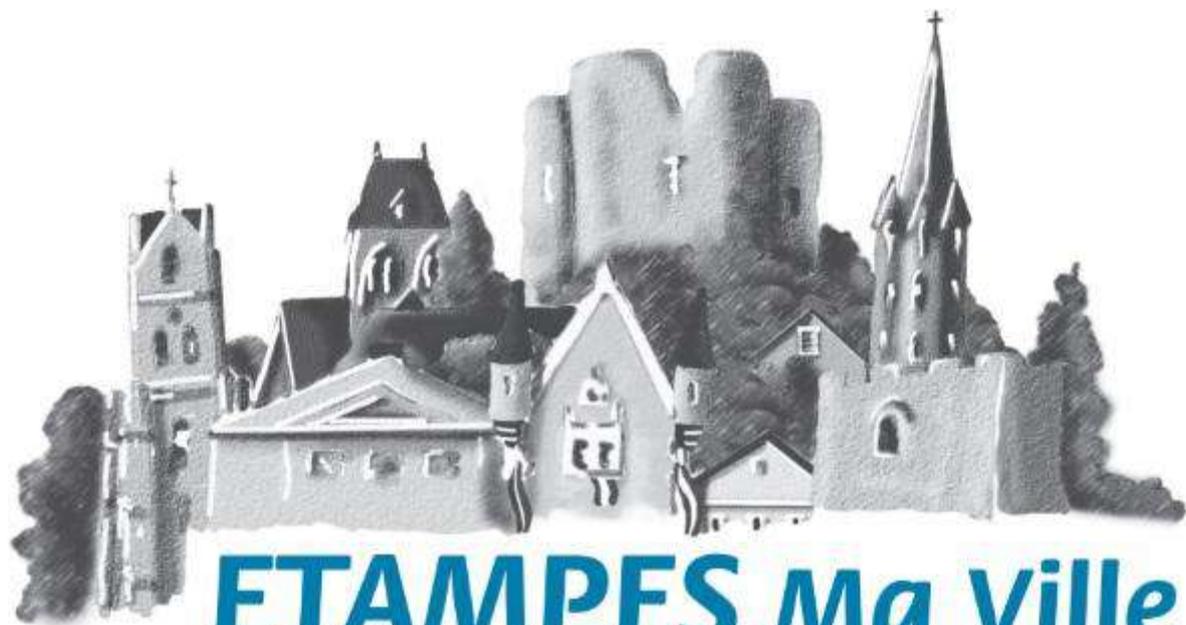
A noter :

La poursuite du dispositif coup de pouce du BIJ

La nouvelle tarification du transport scolaire diminue de 124 à 12 € dès la rentrée de septembre 2020 prise en compte de l'action d'IDFM et la participation de 50% par la Ville



ETAMPES



ETAMPES *Ma Ville*



ROB 2020 : ANNEXES

❖ Dépenses de personnel

En application des nouveaux principes énoncés par la loi portant Nouvelle organisation Territoriale de la République (NOTRe), retranscrits dans l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et selon le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu et modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, ce dernier doit contenir une présentation rétrospective et prospective des emplois et effectifs.

1. Evolution des dépenses de personnel

1.1) Evolutions des dépenses depuis 2017





ROB 2020 : ANNEXES

La prévision budgétaire pour 2020, à hauteur de 18 757 107 €, est impactée par les décisions prises en 2019 notamment sur le régime indemnitaire ou bien l'impact en année pleine de recrutements actés en cours d'année :

- d'une agente aux Espaces verts, ou cantonnier en voirie
- d'une conseillère en hygiène et sécurité au service Ressources Humaines
- du recrutement d'agent au Permis de louer
- d'une adjointe au service archives, d'un renfort à la Police Municipale, au service Urbanisme

ainsi que la poursuite de la résorption de l'emploi précaire en continuant à proposer aux agents horaires un passage en CDD, ou de mises en stage.

Au cours de l'année 2019, l'évolution de la carrière des agents a été significative et les avancements de grade et promotion interne ont pris effet au 1^{er} octobre notamment :

- 21 agents ont été mis en stage, soit au regard de leur ancienneté soit en raison de leur réussite à concours
- 6 ont bénéficié d'une promotion interne 4 en Catégorie C, 1 agent en Catégorie B, 1 agent en catégorie A
- 48 agents ont bénéficié d'un avancement de grade dont 41 catégorie C (33 Ville 8 CCAS), 5 en catégorie B, 2 agents en catégorie A



ROB 2020 : ANNEXES

Dans le cadre du débat d'orientations budgétaires 2020, les prévisions en dépense de personnel sont à la hausse, tout en marquant la volonté de maîtrise de la masse salariale.

Elles résultent de plusieurs dispositions :

- Les variations de taux de cotisations imposées par le Gouvernement à compter du 1^{er} janvier 2020 avec principalement l'augmentation de 1,2 % du montant brut horaire du SMIC
- L'impact au 1^{er} janvier 2020 de la mise en œuvre des mesures du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunération (PPCR) qui s'est traduite par le reclassement de la quasi-totalité des agents catégorie A-B-C et une hausse des traitements. Les agents non titulaires permanents recrutés sur un échelon des grilles des fonctionnaires bénéficiant également de cette revalorisation.
- Le non renouvellement de certaines conventions de mises à dispositions de service avec la CAESE, avec un redéploiement des agents dans de nouveaux secteurs d'activité en fonction de leur niveau de compétence et des besoins des services
- L'impact financier de la valorisation du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise, et de l'engagement Professionnel suite à l'attribution en avril 2019 à l'ensemble des agents ne bénéficiant pas de régime indemnitaire (204 agents) et à la cotation des postes pour un montant estimé à 80 000 € en 2019 et à 70 000 € sur 2020 hors charges. (320 agents)
- L'impact financier de l'affiliation volontaire partielle au Centre Interdépartemental de Gestion ayant fait l'objet d'une délibération en janvier 2019 avec une évaluation de taux de 0,0910% à 0,5%.
- L'impact financier de la prime exceptionnelle mise en place dans le cadre de la crise sanitaire d'urgence pour un montant de 43 807 € et des indemnités de télétravail de 4 729 € (281 agents)



ROB 2020 : ANNEXES

A ces dispositions viennent s'ajouter les recrutements envisagés, le renfort lors des élections municipales, le recrutement de cadres non remplacés depuis leur départ de la collectivité et prévus sur l'organigramme, d'un référent de parcours et directeurs d'animation dans les centres sociaux, d'un instructeur urbanisme.

1.2) Traitement indiciaire et régime indemnitaire

	2017	2018	2019	ROB 2020
Rémunération principale titulaires	6 942 659,62 €	6 997 314,53 €	7 061 384,24 €	7 281 430 €
Autres rémunérations titulaires : NBI, SFT, IR, primes	1 972 909,96 €	1 973 503,50 €	2 186 477,76 €	2 339 865 €
Dont NBI	102 297,82 €	119 926,54 €	111 633,15 €	136 647 €
Rémunération non titulaires	3 184 357,81 €	3 091 379,68 €	3 264 869,85 €	3 368 007 €
Autres rémunérations : contrats aidés, apprentis	54 823,52 €	73 456,22 €	35 021,04 €	13 400 €



ROB 2020 : ANNEXES

1.3) Autres charges

	2017	2018	2019	DOB 2020
Médecine préventive/analyses/Comité Médical/Commission de Réforme	40 928,95 €	43 025,93 €	46 647,01 €	55 460 €
Assurance du personnel	151 247,16 €	149 528,51 €	170 741,15 Dont 14633.36 € de capital Décès	170 000 €
FIPHFP	9 211,94 €	20 352, 27 €	25 596,73 €	25 000 €

Sont recensées dans le tableau suivant les heures supplémentaires et les heures complémentaires.

Heures supplémentaires et complémentaires rémunérées			
2016	2017	2018	2019
467 538,14 €	487 047,78 €	469 246,05 €	471 434, 61 (dont 4 979,83 € au titre des dimanches d'élections)



ROB 2020 : ANNEXES

Le tableau ci-dessous met en avant l'impact financier de l'attribution du RIFSEEP en Avril 2019 aux agents qui n'en bénéficiaient pas.

	ANTE PAIE AVRIL 2019	A PARTIR de PAIE AVRIL 2019	DIFFERENCE
Nombre d'agents éligibles au RIFSEEP	474	474	0
Nombre d'agents bénéficiaires - IFSE	270	474	204
Nombre d'agents bénéficiaires - CIA	266	474	208
TOTAL IFSE	59 332,15 €	65 650,08 €	6 317,93 €
TOTAL CIA	9 388,45 €	10 490,78 €	1 102,33 €
TOTAL RIFSEEP	68 720,60 €	76 108,92 €	7 388,32 €
TOTAL RIFSEEP CHARGE	74 495,23 €	83 510,77 €	9 015,55 €
* 12 MOIS - BUDGET ANNUEL	893 942,72 €	1 002 129,29 €	108 186,57 €



ROB 2020 : ANNEXES

2. La structure des effectifs

2.1) Répartition des femmes et des hommes, titulaires et stagiaires, par filière, sur emplois permanents (au 31/12/2019)

	Femmes	Hommes	Total
Filière administrative	89	21	110
Filière technique	72	103	175
Filière animation	8	11	19
Filière culturelle	1	1	2
Filière médico-sociale	26	2	28
Filière sportive	0	5	5
Filière police municipale	0	10	10
TOTAL	196	153	349

2.2) Répartition des femmes et des hommes, non titulaires, par filière, sur emplois permanents (au 31/12/2019)

	Femmes	Hommes	Total
Filière administrative	4	2	6
Filière technique	30	16	46
Filière animation	2	1	3
Filière culturelle	0	1	1
Filière médico-sociale	0	0	0
Filière sportive	0	0	0
Filière police municipale	0	0	0
Filière autres	0	0	0
TOTAL	36	20	56



ROB 2020 : ANNEXES

2.3) Pyramide des âges (au 31/12/2019)

	Femmes	%	Hommes	%
+ 50 ans	100	42,92%	73	42,20%
40 à 50 ans	82	35,19%	42	24,28%
30 à 39 ans	38	16,31%	37	21,39%
- 30 ans	13	5,58%	21	12,14%
Total	233	100%	173	100%

Au total plus de 42 % des agents ont plus de 50 ans. La collectivité doit anticiper le vieillissement de ses effectifs.



ROB 2020 : ANNEXES

2.4) organisation et temps de travail

Le Comité Technique a validé en décembre 2019 la mise en œuvre du télétravail au sein de la collectivité qui aura inévitablement un impact salarial.

Il a également acté l'organigramme fonctionnel de la collectivité mettant en avant la nécessité de renforcer l'encadrement.

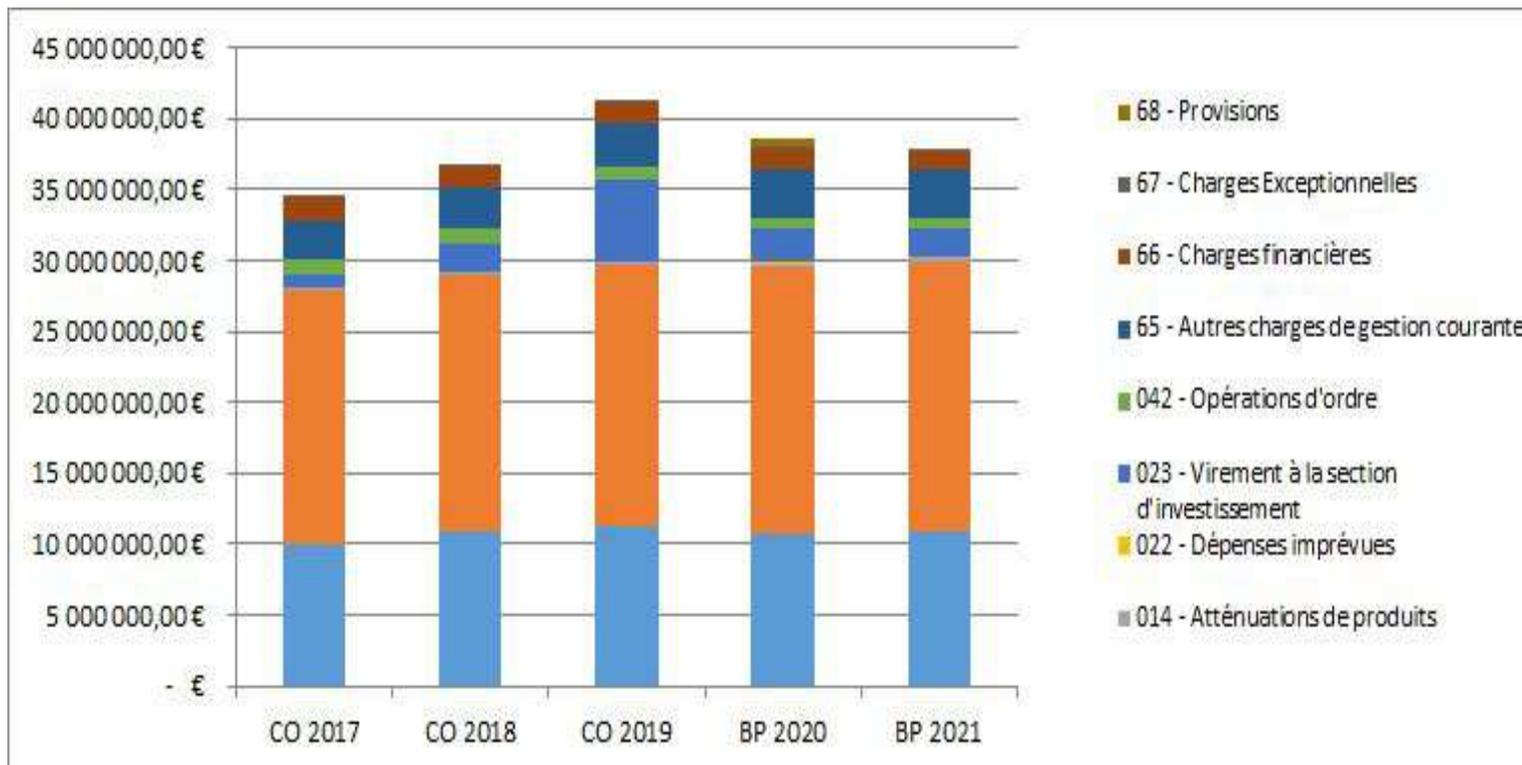
Certains services ont d'ores et déjà intégré le Carrefour des religieuses Finances, Ressources Humaines, Nouvelles technologies, Assurance.

Une réflexion sur l'organisation du temps de travail est en cours avec les représentants du personnel pour être en conformité avec la législation tout en gardant comme objectif de conserver les droits acquis des agents et d'apporter plus de flexibilité dans les prises de postes. La collectivité disposera d'un an à compter du renouvellement général des assemblées (soit mars 2021) pour redéfinir par délibération des règles relatives au temps de travail des agents.

Au regard de ces prévisions budgétaires et des contraintes étatiques toujours plus importantes et conséquentes pour la Collectivité, l'effort doit se poursuivre sur la base des pistes suivantes :

- non remplacement systématique des départs en retraite
- poursuite de la démarche de réexamen du régime indemnitaire aux agents non éligibles au RIFSEEP
- limitation des embauches aux seules nécessités de service
- redéploiement des forces en interne.

ROB 2020 : ANNEXES



ROB 2020 : ANNEXES

